



# COMMENT LE KERALA A AFFRONTÉ LE DÉLUGE LE PLUS VIOLENT DEPUIS PRÈS D'UN SIÈCLE



Dossier N°9 de Tricontinental  
Octobre 2018

*\*Traduit par Jacques Boutard, édité par Fausto Giudice, [Tlaxcala](#)*

À l'été 2018, l'État indien du Kerala a été frappé par des pluies et des inondations très fortes – les plus fortes depuis près d'un siècle. Le déluge a touché 5,4 millions de personnes dans cet État du sud de l'Inde fort de 35 millions d'habitants. Plus d'un million de personnes ont dû être évacuées. En mai et l'été qui a suivi, 491 personnes sont mortes en raison des pluies abondantes. De nombreuses autres personnes auraient pu mourir du fait des eaux torrentielles qui ont atteint des niveaux dangereux en août. Mais les habitants du Kerala, sous la conduite de leur gouvernement du Front Démocratique de Gauche et des organisations de masse, et par leur travail collectif et altruiste, ont riposté. Ils ont refusé que le Kerala soit englouti par les eaux.

Un gouvernement de gauche et une population animés par l'idéal de solidarité s'attaquent à une calamité naturelle avec toutes les ressources possibles : tous les moyens de l'État ont été mis au service de la population, qui a elle-même mobilisé ses ressources pour pratiquer l'entraide. Même l'hostilité active du gouvernement central indien – dirigé par le parti d'extrême droite Bharatiya Janata (BJP) – n'a pas freiné l'enthousiasme avec lequel le gouvernement de l'État et sa population ont combattu pour réduire l'ampleur de la catastrophe.

Notre Dossier no. 9 (octobre 2018) de l'**Institut Tricontinental de Recherche Sociale** décrit les inondations, mais plus précisément encore, la lutte du gouvernement de gauche et de la population du Kerala pour surmonter le chaos causé par les torrents destructeurs. Orijit Sen a gracieusement dessiné

la couverture de ce dossier. Il dépeint la communauté des pêcheurs, qui ont mis leurs bateaux et leur courage en danger pour sauver le plus de gens et d'animaux possible. Notre dossier est dédié à toutes les personnes qui oublient leur propre sécurité pour assurer celle de leurs semblables.



Les régions côtières du centre-sud du Kérala avant (6 février) et après (22 août) l'inondation. Images des satellites Landsat 8 (NASA/USGS) et Sentinel-2 (European Space Agency).

[Wikimedia Commons](#)



Devant la station du métro rail de Companypady, Aluva, district d'Ernakulam  
K Ravikumar/Deshabhimani

# La pluie

Même en année normale, le Kerala reçoit une moyenne annuelle de 2 924,33 millimètres de précipitations, soit près de quatre fois la moyenne annuelle des précipitations aux USA. La superficie totale du Kerala n'est que de 39 000 kilomètres carrés, alors que celle des USA est de 9 525 067 kilomètres carrés.

Cette année, le Kerala a reçu beaucoup plus de pluie, et cela en un temps très court. Les précipitations les plus intenses surviennent pendant la saison de la mousson, qui dure de juin à septembre. Du 1er juin au 21 août, il est tombé 2 387 mm de pluie, soit 41% de plus que la normale des précipitations. Encore plus spectaculaire, entre le 1er et le 19 août, il est tombé 758,6 mm de pluie – 164% de plus que la normale. Encore plus dramatique, entre le 9 et le 15 août, le Kerala a reçu 257% de pluie par rapport à la normale. Un tel déluge n'a jamais été enregistré auparavant. Le district d'Idukki, l'un des 14 du Kerala, a reçu 679 mm de précipitations, soit 447,6% de plus que la normale. C'est le district le plus touché de l'État.

En conséquence de ces pluies torrentielles, des inondations et des glissements de terrain massifs ont frappé tous les districts de l'État. L'État compte 80 barrages, dont 42 de grandes dimensions. Alors que le niveau des eaux montait de manière alarmante et que les barrages menaçaient de déborder, le gouvernement a été contraint de relâcher de l'eau de manière contrôlée.



Opérations de sauvetage à North Paravur, district d'Ernakulam  
Arun Raj/Deshabhimani

## *Opérations de sauvetage et d'assistance*

Les crues provoquant l'inondation des routes, des maisons et des bâtiments dans les villes et villages de l'État, il a fallu évacuer un grand nombre de personnes. La densité de population du Kerala est très élevée (860 personnes par kilomètre carré, soit plus du double de la moyenne nationale), ce qui a aggravé le problème. Les personnes bloquées dans des maisons cernées par les eaux ont été sauvées lors d'opérations de sauvetage gigantesques menées par le gouvernement de l'État, avec l'aide des forces fédérales. Dans le Kuttanad, une région du centre-sud du Kerala située en grande partie sous le niveau de la mer, environ 250 000 personnes ont été évacuées en trois jours.

Des camps d'hébergement d'urgence ont été installés à proximité des zones inondées. Le 21 août, moins d'une semaine après les plus fortes précipitations, 1,45 million de personnes ont dû s'abriter dans plus de 3 300 camps d'hébergement de l'État. Les chiffres ont diminué dans les jours suivants, quand les gens ont commencé à rentrer dans leurs foyers, pour la plupart détruits par les violentes crues.

La mission de secours et d'assistance a été largement saluée comme l'une des plus réussies de l'histoire de ce genre d'opérations en Inde. La détermination et l'efficacité du gouvernement du Kerala, dirigé par le ministre en chef Pinarayi Vijayan du Parti Communiste indien (marxiste) [CPI (M)] – lui ont valu de nombreux éloges.

Les préparatifs du gouvernement de l'État pour faire face à

l'imminence des inondations ont débuté en juillet. Les populations ont été alertées de la montée des eaux dans les lacs de barrage et les personnes dont les maisons devaient à coup sûr être submergées si les eaux des barrages étaient relâchées ont été évacuées. Les obstacles en aval ont été éliminés. À partir du 8 août, les pluies ont toutefois dépassé toutes les prévisions du département météorologique indien.

Les habitants du Kerala se sont montrés à la hauteur du défi. Le gouvernement de l'État a mobilisé l'ensemble de ses rouages ; les responsabilités ont été réparties entre les hauts fonctionnaires, les ministres et les gouvernements locaux en juillet. Plus de 40 000 policiers et 3 200 pompiers de tout l'État ont joué un rôle de premier plan dans les opérations de sauvetage. Cependant, l'ampleur du défi était telle que l'aide généreuse des forces fédérales s'est avérée nécessaire.

C'est là que le gouvernement de l'État dirigé par le PCI(M) a dû lutter contre le cynisme féroce et l'hostilité du gouvernement central dirigé par le BJP. Les effectifs des forces armées et les équipements envoyés par le gouvernement central au Kerala se sont avérés bien inférieurs à ce qui avait été promis, et donc tout à fait insuffisants. Le gouvernement de l'État avait demandé 5 000 soldats, 100 hélicoptères et 650 bateaux à moteur pour les opérations de sauvetage, mais au matin du 18 août, au plus fort des opérations de sauvetage, le gouvernement central n'avait encore alloué que 400 soldats, 20 hélicoptères et 30 bateaux.

C'est alors que l'ingéniosité et la puissance du mouvement populaire du Kerala se sont fait sentir. Le Kerala est l'État indien qui présente



les indicateurs de développement humain les plus élevés, et les réalisations de l'État dans des domaines tels que l'éducation et la santé sont à porter au crédit des gouvernements communistes que les organisations de masse de gauche du Kerala ont portés au pouvoir. La disposition à l'autosuffisance et à l'aide mutuelle s'est développée au fil de décennies, grâce à des campagnes d'alphabétisation et aux coopératives, dans le cadre d'organisations sociales locales et de syndicats ouvriers et paysans.

Les mêmes organisations de masse – organisations d'étudiants et de jeunes, syndicats et paysans – ont mobilisé leurs membres et leurs sympathisants pour organiser des missions d'assistance. Il en a été de même pour un grand nombre d'organisations politiques et d'organisations de la société civile. Un nombre considérable de jeunes ont investi toutes leurs forces dans les opérations de sauvetage, leur répartition sur le terrain étant organisée par des volontaires opérant dans les salles de contrôle de 14 districts et dans des lieux de l'État frappés par les inondations.

Des milliers de Kéralais – résidant au Kerala et dans le monde entier – ont utilisé Internet et les réseaux téléphoniques pour collecter des informations et des coordonnées GPS afin de localiser des personnes bloquées dans différents endroits. Ces informations ont ensuite été transmises aux salles de contrôle et aux équipes de secours de l'État. Plusieurs groupes ont aidé à mettre en place des bases de données en ligne à cet effet, en utilisant des bases de données participatives, et ont enrichi le site web du gouvernement du Kerala, [keralarescue.in](#). Par exemple, le Kerala Shaastra Saahitya Parishad (KSSP – Mouvement de la Littérature Scientifique du Kerala), qui est, fort

de 40 000 membres, le plus grand mouvement scientifique populaire en Inde, a lancé son propre site web, [unitekerala.com](http://unitekerala.com). Une fois les opérations de secours terminées, ces sites web ont été utilisés pour organiser la collecte et la distribution du matériel d'assistance.

Les pêcheurs qui ont rejoint la mission de sauvetage avec leurs bateaux de pêche ont joué un rôle crucial. Des milliers d'entre eux, originaires pour la plupart des districts du sud du pays, ont pénétré les régions inondées avec plus de 4500 bateaux. Mobilisés par les syndicats et l'Office des pêches de l'État, ils ont continué les recherches jusque tard dans la nuit, de l'eau jusqu'à la taille, alors que tous les autres étaient rentrés des opérations de sauvetage. On estime que plus de 70 000 personnes ont été secourues par des pêcheurs. Le gouvernement de l'État s'est engagé à réparer les bateaux endommagés et a chargé les administrations locales de leur réserver un accueil très chaleureux à leur retour.

Le gouvernement de l'État a lui-même organisé une cérémonie pour remercier les pêcheurs le 29 août. Les milliers de personnes qui ont assisté à l'événement ont applaudi bruyamment quand le Ministre en chef et d'autres orateurs ont félicité les pêcheurs et décrit leurs actions héroïques.

Les opérations d'assistance ont permis à la camaraderie entre des personnes appartenant à diverses communautés religieuses présentes au Kérala de s'exprimer. De nombreux temples hindous, églises et mosquées ont ouvert leurs portes pour accueillir des personnes appartenant à toutes les communautés. Ces lieux ont fait fonction de camps d'hébergement et, dans de nombreux cas, ont fait

en sorte que les membres d'autres communautés religieuses puissent se recueillir. Cette attitude offre un fort contraste avec les zones où le parti d'extrême droite BJP a entretenu la haine religieuse en promouvant dans la société des idées radicalement antimusulmanes et antichrétiennes .

Le chef du gouvernement du Kérala a tenu des conférences de presse tous les jours au plus fort des opérations de sauvetage, décrivant les tâches déjà accomplies et les tâches à accomplir, ainsi que les instructions essentielles. La conférence de presse est devenue à cette période un événement très attendu, suivi par des centaines de milliers de personnes sur les chaînes de télévision et sur la page Facebook du Ministre en chef. Le calme de Pinarayi Vijayan et l'esprit de décision avec lequel il a abordé les inquiétudes et les questions qui se posaient ont largement contribué à détendre les nerfs de la population à un stade où la panique aurait pu s'étendre rapidement à toute la région.

Un grand nombre de personnes meurent chaque année en Inde du fait de catastrophes naturelles telles que les inondations. Le bilan des victimes des inondations aurait été bien plus lourd sans les efforts titanesques du peuple et du gouvernement du Kérala. Bien que les choses ne soient pas strictement comparables, il faut noter que les inondations survenues en 2013 dans l'état d'Uttarakhand, dans le nord de l'Inde, qui avait enregistré moins de la moitié des précipitations enregistrées par le Kérala cette année, avaient tué plus de 5 700 personnes, soit plus de dix fois le bilan constaté au Kérala.



Évacuation d'une vieille femme de sa maison inondée à Companypady, Aluva  
K Ravikumar/Deshabhimani

# *L'hostilité du RSS-BJP*

Le sauvetage est un élément d'un ensemble. L'assistance et la réhabilitation en sont un autre. Le gouvernement de l'État s'est rendu compte qu'il aurait besoin d'aide pour collecter les ressources destinées à l'assistance, et finalement à la réinsertion de la population. Le gouvernement a demandé aux citoyens du monde entier de contribuer généreusement au Fonds de secours du ministre en chef. Les organisations de masse et les jeunes impliqués dans les opérations de sauvetage se sont impliqués avec enthousiasme dans la gestion de camps d'hébergement et dans la collecte, le transport et l'organisation de matériel d'assistance.

Quand l'aide a commencé à affluer de toutes les parties du monde, les organisations d'extrême-droite indiennes – le BJP et son organisation mère, le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS) – ont entamé une vaste campagne visant à saboter les secours. Si l'extrême-droite parvenait à saboter les efforts du gouvernement du Front Démocratique de gauche, elle pourrait alors marquer des points politiques – quel que soit le prix en termes de vies humaines d'une politique aussi impitoyable.

Non seulement le gouvernement de la Nouvelle-Delhi, dirigé par le BJP, a-t-il refusé d'envoyer des effectifs en nombre suffisant pour les opérations de sauvetage, mais il n'a alloué qu'à contrecœur des fonds pour l'assistance et la reconstruction. À ce jour, le gouvernement central n'a accordé que 6 milliards de

roupies [environ 70 millions d'euros] d'aide au Kérala, alors que les pertes sont estimées à plus de 250 milliards [près de 3 milliards d'euros].

Comme si l'antagonisme du gouvernement central ne suffisait pas, le RSS-BJP a activement diffusé de fausses informations pour tenter de saper les efforts de sauvetage et d'assistance du gouvernement de l'État et de sa population. Une vidéo diffusée par les médias sociaux du RSS montrait un homme en uniforme de l'armée qui affirmait que le ministre en chef du Kérala, Pinarayi Vijayan, n'autorisait pas l'armée à participer aux opérations d'assistance aux victimes des inondations. Suite à cela, l'armée elle-même a publié une mise au point, affirmant que l'homme de la vidéo était un imposteur diffusant de fausses informations sur les opérations de sauvetage et d'assistance.

Le RSS-BJP a également mené une campagne intense pour dissuader les gens de faire des dons au Fonds de secours du Ministre en chef. Dans un clip audio rendu viral de façon massive par les réseaux du RSS, Suresh Kochattil, membre de la cellule informatique du BJP, a affirmé que les personnes touchées par les inondations au Kérala étaient riches. Il a cherché à répandre des informations erronées sur l'utilisation des fonds provenant du Fonds de secours et a demandé aux gens de faire des dons à une organisation appelée "Sewa Bharati". Comme de bien entendu, Sewa Bharati est une organisation affiliée au RSS, impliquée dans la propagation de la haine religieuse et l'organisation d'émeutes à caractère confessionnel, et a même été accusée de tremper dans un scandale de trafic d'enfants.



Opérations de sauvetage à North Paravur  
Arun Raj/Deshabhimani



Maison inondée à Kainakari panchayat, Kuttanad  
Sivaprasad MA/Deshabhimani



## *Les rénovations après les inondations*

Les personnes rentrées chez elles après leur départ des centres d'hébergement ou de chez leurs amis ou membres de leur famille ont trouvé leur maison pleine de décombres et de débris laissés par le déluge. Très souvent, les maisons ont vu leur raccordement électrique et même leur structure endommagés. D'autres bâtiments et installations publics et privés ont subi des dégâts similaires, notamment causés par la boue.

Sur un nombre estimé à 371 203 maisons inondées, 194 805 avaient déjà été nettoyées le 26 août, moins d'une semaine après la fin des opérations de sauvetage. À cette date, près de 600 tonnes de déchets avaient déjà été enlevées des régions les plus touchées de sept districts.

C'est dans le Kuttanad, qui compte le plus grand nombre de maisons touchées par les inondations, que la catastrophe a été la plus sévère. Région importante pour la production de riz, célèbre pour ses *backwaters* [lacunes et lacs d'eau saumâtre, NdT] très pittoresques, le Kuttanad s'étend sur les districts d'Alappuzha et de Kottayam. Les rizières et la plupart des maisons sont situées au-dessous du niveau de la mer, la région ayant été reconquise sur les lacs au fil des siècles. Les crues avaient détruit les *bunds* (petits barrages) qui protègent les rizières et les habitations des eaux lacustres. Les *bunds* ont dû être reconstruits, l'eau pompée et les maisons nettoyées.

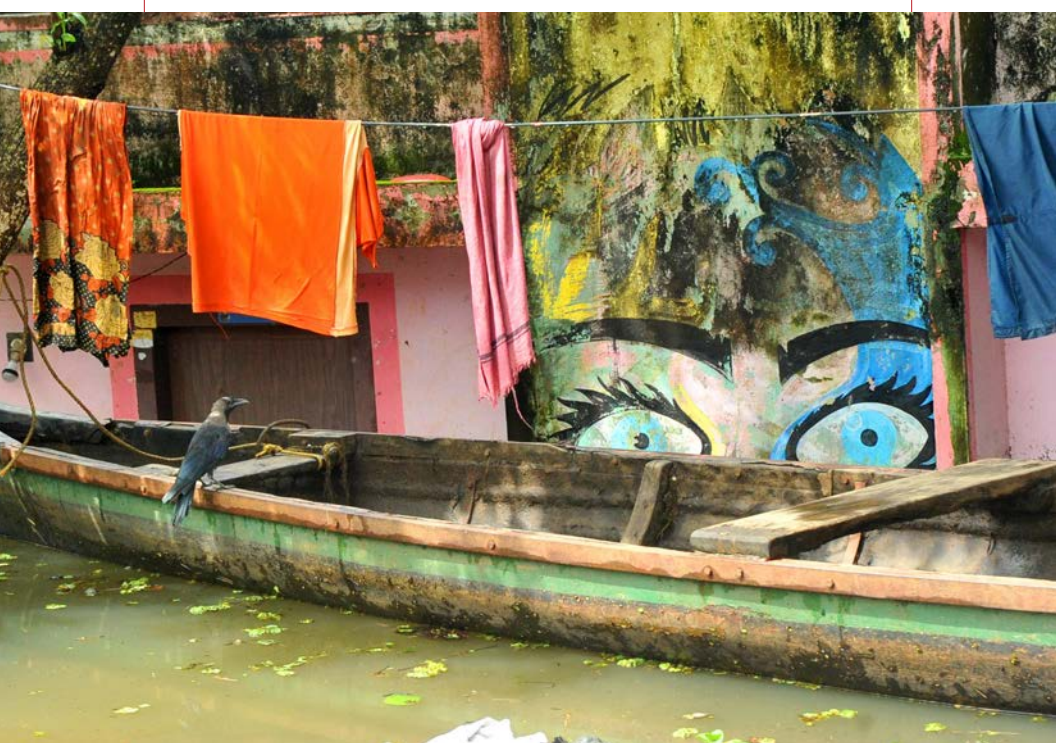
L'opération avait une importance cruciale pour garantir le retour des personnes chez elles et pour prévenir les épidémies. C'était une tâche herculéenne.

Le Dr. TM Thomas Isaac, ministre des Finances du Kérala et député du Kuttanad, a lancé un appel à volontaires. D'énormes pompes ont été apportées pour pomper l'eau. Environ 60 000 volontaires, dont plus de 10 000 uniquement issus du PCI(M), ont participé à l'effort collectif de nettoyage, baptisé « Opération Réhabilitation ». Des étudiants, des ouvriers agricoles, des menuisiers, des électriciens, des plombiers et des volontaires d'autres organisations et institutions politiques les ont rejoints en grand nombre. Ils allaient de maison en maison, enlevant la boue, nettoyant à l'aide de pompes à haute pression si nécessaire, et désinfectant les lieux. Les raccordements électriques et hydrauliques ont été inspectés et rétablis. Les portes et les fenêtres endommagées ont été réparées.

Dans tout l'État, des organisations de masse ont participé aux travaux de rénovation. Dans de nombreux endroits, même des ministres ont pris part aux opérations pour motiver davantage de personnes à participer. Divers organismes de la société civile et politiques ont contribué avec des volontaires et des ressources. L'organisation de gauche Fédération de la jeunesse démocratique indienne (DYFI), qui compte 5 millions de membres dans l'État, a également participé à la mission de sauvetage et d'assistance et a déployé des « Brigades jeunes » pour nettoyer les maisons. L'union locale kéralaise de la *All-India Agricultural Workers Union* et les célèbres coopératives de

l'État, telles que la Uralungal Labour Contract Cooperative Society (ULCCS), ont également fourni des volontaires pour les travaux de rénovation.

Un travail exemplaire a été accompli par la mission Kudumbashree, un organisme voué à l'élimination massive de la pauvreté et à l'autonomisation des femmes, lancé en 1998 par le gouvernement dirigé par le PCI(M). P. Sainath a déclaré que cela « pourrait bien être le plus vaste programme dédié à la justice de genre et à la réduction de la pauvreté du monde entier ». « Dans tout le Kérala, environ 4 millions de femmes de Kudumbashree se sont mobilisées [après les inondations] dans les programmes d'assistance, y compris la collecte, l'emballage et la distribution de matériel d'assistance, le nettoyage des espaces publics et des maisons privées, ainsi que le conseil aux familles touchées et leur mise en contact avec les autorités concernées », a écrit Brinda Karat, membre du bureau politique du PCI(M) et ancienne secrétaire générale de L'Association des femmes démocrates indiennes (AIDWA), dans un article paru dans le journal *The Hindu* du 17 septembre. Les groupes Kudumbashree ont nettoyé 11 300 lieux publics, notamment des écoles, des hôpitaux, des bâtiments officiels locaux et des crèches. 38 000 membres des Kudumbashree ont abrité chez eux les familles sinistrées par les inondations. Les membres de Kudumbashree ont également versé 74 millions de roupies au Fonds de secours du Ministre en chef. « L'ampleur du travail d'assistance bénévole fourni par les femmes est sans précédent à tout point de vue », a écrit Karat.



Scène d'inondation dans le Kuttanad  
Sivaprasad MA/Deshabhimani

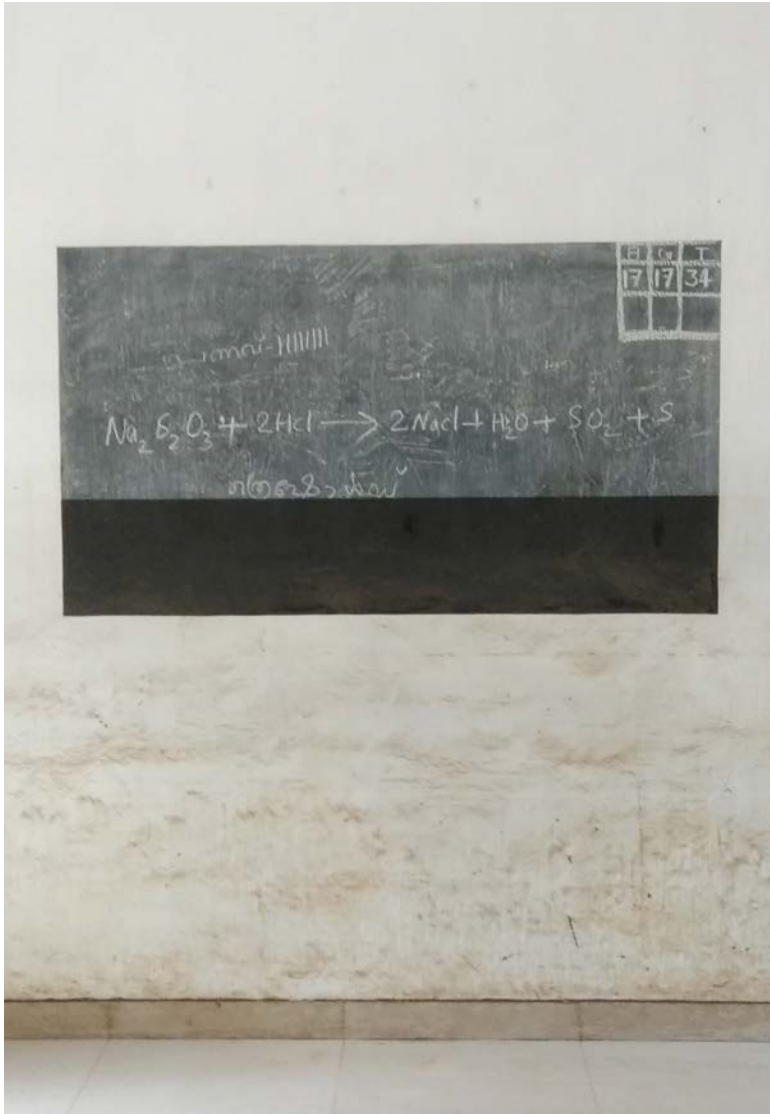
# *Mobilisation des ressources*

Reconstruire l'État ravagé par les crues nécessiterait d'énormes ressources. Le système fédéral indien est tel que la majeure partie des recettes fiscales perçues des États va au gouvernement central. Diverses restrictions imposées par les gouvernements centraux successifs au cours de l'ère néolibérale ont limité la capacité des États à mobiliser leurs ressources. En outre, le gouvernement central a également imposé des restrictions sur le montant des emprunts que les États sont autorisés à contracter sur les marchés, le total des emprunts d'un gouvernement local ne pouvant dépasser 3% du produit intérieur brut de l'État. Le refus du gouvernement central dirigé par le BJP d'autoriser le Kérala à emprunter des sommes suffisantes au titre de l'assistance et de la rénovation apparaît dans ce contexte tout à fait monstrueux.

Le gouvernement central a même dressé des obstacles à l'aide financière provenant d'autres pays. Les Émirats arabes unis – pays comptant un grand nombre de Kéralais expatriés – ont offert au Kérala une aide de 7 milliards de roupies. Mais le gouvernement central a refusé d'autoriser le transfert de la somme, alléguant une prétendue « politique existante » qui ne permet de faire face aux besoins en matière d'assistance et de rénovation, que par les seuls moyens de la nation. En fait, la décision, apparemment motivée par une « fierté nationale » mal placée, allait à l'encontre de la politique courante du

gouvernement central. Le plan national de gestion des catastrophes, approuvé par le gouvernement du BJP en 2015 stipule : « Si le gouvernement national d'un autre pays offre volontairement son aide pour montrer sa solidarité avec les sinistrés, le gouvernement central peut accepter cette offre ».

Les efforts consentis par le Kérala pour mobiliser des ressources ont dû surmonter cette hostilité du gouvernement central. Le gouvernement de l'État a exigé que les limites à l'emprunt soient relevées et explore toutes les options possibles pour mobiliser des ressources de différentes manières, notamment en augmentant les impôts. De nombreuses personnes, y compris des Kéralais expatriés et des habitants d'autres États de l'Inde, ont contribué généreusement au Fonds du Ministre en chef. Le gouvernement de l'État a également lancé un « défi salarial », encourageant les gens à donner un mois de leurs revenus au Fonds du Ministre en chef.



Marque du niveau atteint par l'eau sur un tableau, École DDSHS Karimpadam, North Paravur  
Navaneeth Krishnan S / Wikimedia Commons



Femme emportant des ustensiles de cuisine de sa maison inondée,  
Kainakari panchayat, Kuttanad  
Sivaprasad MA/Deshabhimani



## *Vers un avenir meilleur et durable*

La reconstruction du Kérala après les inondations a également fourni l'occasion de discussions et de débats sérieux sur la nature future du développement de la région.

Des précipitations extraordinairement élevées, comme celles de cette année, se sont déjà produites au Kérala. Les précipitations les plus abondantes de l'histoire récente ont eu lieu en 1924, entraînant « la grande inondation de 99 » (en référence à l'année 1099 du calendrier malayalam). Un autre puissant déluge, la grande inondation de 1341 (calendrier grégorien), aurait entraîné des changements colossaux dans la géographie de l'État. Muziris, le plus grand port de l'époque, aurait été détruit par les inondations de cette année-là, et un autre port, Kochi, a pris la première place.

Mais, ces dernières années, le changement climatique a entraîné une fréquence croissante des événements météorologiques extrêmes dans le monde entier. Le Kérala doit se tenir prêt à faire face à des situations d'urgence semblables qui se produiraient à l'avenir, grâce à de meilleurs systèmes de prévision des catastrophes naturelles et d'atténuation des risques.

Les constructions empiétant sur les zones inondables et les constructions non scientifiques ont contribué à aggraver les dégâts causés par les inondations au Kérala. Aujourd'hui plus

que jamais, on prend conscience de ce que la reconstruction doit se faire de manière à minimiser de tels risques à l'avenir. Dans le même temps, il faut également accorder une importance primordiale à la remise en état des moyens de subsistance des travailleurs. Le niveau de vie des habitants du Kérala est en moyenne supérieur à celui des autres États indiens, mais il reste très inférieur au niveau de vie des pays développés. Le dénuement matériel reste significatif.

Le défi consiste à trouver un équilibre entre la nécessité d'améliorer les conditions de vie des gens et la nécessité de préserver l'environnement, compte tenu de l'étroite marge de manœuvre politique et des pouvoirs législatifs limités dont dispose un gouvernement d'État en Inde. On reconnaît la nécessité de construire les bâtiments de façon plus durable, qui minimise les dégâts sur l'environnement, et de renforcer le contrôle social sur l'utilisation des sols, le logement et les industries extractives telles que les carrières de pierre. Les dirigeants de la gauche ont parlé de nationaliser les carrières dans les régions accidentées, mesure déjà prévue dans le manifeste électoral du Front démocratique de gauche – la coalition au pouvoir au Kerala, dirigée par le PCI(M). Des plans d'ensemble sont nécessaires pour protéger les hautes terres, les zones de moyenne altitude et les régions côtières. Des discussions sont également en cours sur la nécessité d'adopter des pratiques plus saines en matière de logement dans cet État densément peuplé.

La manière dont les habitants du Kerala ont affronté la plus

grande catastrophe naturelle de ces 94 dernières années, par la force de leur unité, de leur action collective et de leur organisation sociale, est vraiment remarquable. Par des discussions démocratiques et des efforts organisés fondés sur une vision qui tienne compte de leurs intérêts, ils espèrent construire un avenir qui préservera les acquis du passé et leur permettra de progresser de manière durable. Avec des ressources limitées, le Kérala a pu dépasser de loin les succès d'autres opérations de secours, grâce à des années de construction communautaire et d'investissement dans la population ordinaire et dans les infrastructures et les services publics.

Nous pouvons voir dans le Kérala un exemple de l'avenir que nous voulons construire, un exemple de ce que nous voulons dire quand nous disons « *un autre monde est possible* ». C'est un monde qui fait passer les besoins des gens avant le profit, qui place le développement durable et la protection de l'environnement au cœur de ses projets de développement, un monde qui, après avoir donné pendant des années la priorité à des programmes basés sur les besoins de la population, fait ressortir ce qu'il y a de meilleur dans l'être humain, même dans les périodes les plus difficiles.



Tricontinental: Institute  
for Social Research *is an  
international, movement-driven  
institution focused on stimulating  
intellectual debate that serves  
people's aspirations.*

L'Institut Tricontinental de  
Recherche Sociale *est une  
institution soutenue par des  
organisations militantes et  
dont l'objectif est de stimuler le  
débat intellectuel au service des  
aspirations populaires.*

the **trico**ntinental.org